

Saint-Girons. L'association Couserans-Palestine plus que jamais mobilisée

Abonnés



• Lors de la manifestation de soutien à la Palestine à Toulouse le 13 janvier dernier.

[Social](#), [International](#), [Politique](#), [Associations](#)

Publié le 25/02/2024

Correspondant

Face à la situation dans la bande de Gaza, l'association saint-gironnaise Couserans-Palestine multiplie les initiatives pour faire prendre conscience localement des conséquences cette guerre à nos portes. Selon ses sources les plus récentes, qui font état de 28 476 tués et 68 146 blessés, l'association dénonce un "état d'Israël assassin" et pointe "la complicité de la France". Des messages véhiculés au travers de projections, manifestations et rassemblements en Ariège comme à Toulouse.

Récemment, les représentants de l'association ont rencontré Martine Froger, députée de la première circonscription de l'Ariège. Pendant près de deux heures, ils ont présenté l'histoire de la Palestine et évoquer la situation à Gaza et Rafah, demandant son intervention à l'Assemblée nationale. Le travail humanitaire avec Gaza a également été abordé, notamment pour la distribution d'eau potable aux réfugiés. L'occasion d'évoquer aussi le "problème de certaines banques qui refusent d'envoyer de l'argent à l'entreprise de Gaza qui assure cette distribution, en raison de risques de financement du terrorisme, mais sans étayer légalement leur refus, alors que des banques allemandes et espagnoles effectuent, elles, ces transferts d'argent vers Gaza".

L'association Couserans-Palestine a par ailleurs dénoncé le rôle des états occidentaux dans la situation actuelle, et "leur responsabilité quant au non-respect des accords d'Oslo et de la

résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour des réfugiés, amplifiant la situation actuelle". Et de demander à la députée "de soutenir l'appel au boycott d'Israël au niveau européen, de proposer à la commission des Affaires étrangères un échange sur l'application du droit international avec un groupe de réflexion transpartisan".

La députée s'est engagée parallèlement à "effectuer une recherche concernant la légalité du refus des banques françaises de transférer de l'argent".

Face à la situation dramatique des 1 400 000 personnes qui survivent à Rafah, et dont le Premier ministre israélien a annoncé l'évacuation sans préciser où, Couserans-Palestine dénonce "un criminel de guerre dont la France se rend complice du génocide perpétré" et appelle "à un cessez-le-feu immédiat et définitif".